



Ottawa, Canada

Volume 7, N° 26
(Hebdomadaire)

le 27 juin 1979

Nécessité d'une coopération au niveau mondial, bénéficiant aussi aux pays en développement	1
Conférence sur la sécurité sociale	2
Terre-Neuve: résultats des élections	2
Gel dans la Fonction publique	3
Comité parlementaire sur les questions relatives à l'énergie nucléaire	3
Éducation: intensifier les échanges avec la Chine	3
Perspectives optimistes de l'économie canadienne	4
Investissements directs étrangers au Canada	4
Importantes découvertes pour les diabétiques	5
Aide à l'Université de Montréal	5
Castor et fleur de lys	5
Présentation du budget en Alberta	5
Opération délicate du nerf sciatique	6
Ottawa et la mosaïque canadienne	6
Les petits castors à l'oeuvre	6
Rapports accessibles au public	6
Edmonton...et comment s'y rendre	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8
Construction d'une serre solaire à l'Université de Montréal	8

Nécessité d'une coopération au niveau mondial, bénéficiant aussi aux pays en développement

Le nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, a participé, les 13 et 14 juin à Paris, à une réunion du Conseil des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A cette occasion le ministre a prononcé, le 13 juin, son premier discours sur la scène internationale.

Je me réjouis profondément d'être en mesure de participer à vos discussions, si peu de temps après avoir pris mes nouvelles fonctions, le Canada ayant un nouveau gouvernement depuis quelques jours seulement.

En tant que membres de l'OCDE, nous avons beaucoup d'enseignements à tirer les uns des autres. Nous apprenons comment d'autres s'attaquent aux problèmes que nous devons également affronter. On nous rappelle également les retombées que nos politiques ont sur d'autres pays. Nous avons pris l'habitude, à l'OCDE, d'une discussion franche à laquelle nous nous conformons. Tels sont les éléments essentiels d'une coopération constructive entre les pays.

La nécessité de rechercher des solutions enracinées dans la coopération dépasse, et de loin, le cadre de l'OCDE. Nous ne saurions rejeter à notre gré l'interdépendance de nos économies avec celles des pays en développement. C'est une réalité. Il n'existe aucun pays, aucun bloc de pays qui soit en mesure de résoudre seul ses problèmes économiques.

Jeter les bases d'une large coopération dans le cadre de l'économie mondiale n'est pas chose facile. Toutefois, ce sont ces difficultés mêmes qui devraient renforcer notre résolution de poursuivre la discussion avec les pays en développement dans une optique constructive et pragmatique.

La CNUCED V s'est terminée il y a seulement dix jours. Cette conférence, simple étape d'un long processus de discussion, a connu des hauts et des bas. Ses échecs sont en partie attribuables aux difficultés qu'elle a éprouvées à entamer une discussion franche sur des problèmes

communs. Ils proviennent aussi, en partie, des écarts qui existent entre pays développés et pays en développement sur l'interprétation des problèmes clés. Ces divergences de vues sous-tendent, entre autres, la discussion sur la nature des difficultés économiques auxquelles se heurte le monde et sur le rôle des gouvernements qui tentent de les résoudre. Elles ont affecté la discussion du processus de changement structurel et la façon dont pourraient réagir les gouvernements à ce changement.

Il importe de s'employer à réduire ces écarts de perspective. Des études effectuées par le secrétariat de l'OCDE ont largement établi la multiplication et la signification grandissante des liens économiques entre pays développés et pays en développement. Il faut aussi reconnaître que ceci crée des problèmes d'adaptation à court terme. L'élaboration de nos politiques à l'égard du Tiers-Monde, ainsi que de notre coopération, doit permettre non seulement de reconnaître les problèmes que nous affrontons mais aussi de dégager les avantages éventuels que nous pouvons partager.

Il est souvent malaisé de percevoir les avantages à long terme au-delà des problèmes plus immédiats. C'est une réalité de la vie économique, une réalité de notre vie de politiciens. Gardons-nous des mesures à courte vue qui compromettent le caractère ouvert et la souplesse de l'économie mondiale. D'avoir mené à bien les Négociations commerciales multilatérales (NCM) contribuera largement à la réalisation de cet objectif. Toutefois, la persistance d'une croissance économique modérée et de hauts niveaux de chômage pose le risque constant d'initiatives qui abouti-

C'était cette semaine...

Le 26 juin 1959 avait lieu, à St-Lambert (Québec), l'ouverture officielle de la voie maritime du Saint-Laurent, par S.M. la reine Elizabeth et le président des États-Unis, le général Eisenhower.

raient à restreindre ou à perturber les échanges commerciaux.

L'engagement des pays membres de l'OCDE à la Déclaration commerciale a constitué un garde-fou d'importance contre de telles mesures. Cet engagement politique concrétisé par la Déclaration commerciale doit se poursuivre. C'est donc avec plaisir que j'accueille son renouvellement.

De nos jours, nous ne sommes que trop conscients des retombées qu'ont les problèmes énergétiques sur nos économies et sur les perspectives de l'économie mondiale. Je me contenterai aujourd'hui de n'aborder qu'un aspect de ce sujet complexe, la tâche qui reste à accomplir pour aider les pays en développement à répondre à leurs besoins énergétiques. Le Canada se réjouit de la décision prise par la Banque mondiale d'accroître le soutien qu'elle apporte à l'exploration et à la mise en valeur du pétrole, du gaz et du charbon dans les pays les moins développés. Le Canada s'est également réjoui d'assumer la présidence du groupe de travail mis sur pied par le Conseil de l'OCDE pour définir les moyens d'aider les pays les moins développés à utiliser leurs ressources renouvelables d'énergie. J'espère que les pays membres examineront sérieusement les options de politique définies par le rapport du groupe de travail.

J'accueille aussi favorablement la proposition demandant à l'Organisation d'étudier en profondeur les flux financiers entre pays développés et pays en développement. L'Organisation devra, bien sûr, faire en sorte de ne pas reproduire le travail déjà entrepris par d'autres organismes. Comme le laissent entrevoir les documents qui nous ont été soumis, l'on devrait songer plus sérieusement à encourager les flux de capitaux "non concessionnels" et en particulier de capitaux privés. Ceux-ci constituent et doivent continuer d'être l'élément principal de l'ensemble des ressources financières attribuées aux pays en développement.

Par ailleurs, l'aide accordée à des conditions "concessionnelles" est essentielle pour les pays les plus pauvres. Le programme canadien d'aide au développement, de plus de \$1 milliard par an, est principalement axé sur les pays les plus pauvres. Pour ce qui est des pays les moins développés, notre aide est entièrement accordée sous forme de dons. Nous nous efforçons également d'améliorer la qualité et l'efficacité de notre programme

Investissements internationaux et entreprises multinationales

Prenant la parole sur la question de la Déclaration de 1976 sur les investissements internationaux et les entreprises multinationales, Mlle MacDonald a fait remarquer que les principes directeurs pour les multinationales, bien accueillis en 1976 par le Canada avaient constitué "un élément encourageant les entreprises multinationales à apporter une contribution positive au progrès économique et social". Le ministre a également appuyé la proposition faite en vue d'entreprendre une étude analytique des incitations et obstacles aux investissements directs, ajoutant que le Canada continuerait "de jouer un rôle actif et constructif dans toutes les délibérations de l'OCDE sur ces différents problèmes".

Mlle MacDonald a continué ainsi: "Lorsque la Déclaration fut adoptée pour la première fois en 1976, le Canada fit remarquer qu'il avait dû faire largement appel au capital étranger pour développer son industrie et qu'ainsi des entités étrangères détenaient des parts dans une proportion ne se retrouvant pas dans les autres pays de l'OCDE. Partant, le gouvernement fédéral canadien et les gouvernements provinciaux avaient dû s'efforcer de renforcer les entreprises nationales. Nous devons faire en sorte que le Canada tire des avantages significatifs des investissements étrangers directs. Dans une large mesure les entreprises contrôlées par l'étranger ou par des Canadiens reçoivent un traitement semblable. Cependant, je vous confirme aujourd'hui que le Canada se réserve le droit de prendre des mesures affectant les investisseurs étrangers s'il les considère nécessaires vu sa situation. Ceci étant dit, le Canada est prêt à se joindre aux autres États membres et à réaffirmer qu'il accepte cette Déclaration.

tout en lui conservant son caractère hautement "concessionnel".

Les documents que nous avons sous les yeux montrent que les pays développés doivent garder le soutien du public en faveur d'une coopération efficace bénéficiant aux pays en voie de développement.

Conférence sur la sécurité sociale

Pour la première fois au Canada, s'est tenue, du 22 au 26 mai, à Ottawa, la réunion régionale américaine de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS). Vingt et un pays d'Amérique et des Antilles y ont participé.

Les discussions ont porté sur les tendances actuelles en matière de pensions, les soins médicaux et les services sociaux pour les retraités, les questions touchant la décentralisation administrative en matière de sécurité sociale, l'évolution démographique dans les Amériques et les activités futures de l'AISS dans cette partie du monde.

Cette conférence a été suivie, du 28 au 30 mai, par la troisième conférence de recherche de l'AISS, laquelle portait sur les tendances actuelles de la sécurité sociale et son importance du point de vue économique et social, particulièrement sur les changements et les développements auxquels il faut s'attendre en périodes de croissance économique réduite.

Il s'agit là d'un défi dont je suis profondément consciente. Qu'il s'agisse de programmes modestes ou d'envergure, de l'aide ou des échanges, la coopération avec les pays en développement doit s'appuyer sur l'opinion publique de nos pays.

Terre-Neuve: résultats des élections

Le premier ministre sortant de Terre-Neuve, M. Brian Peckford, a été reporté au pouvoir lors des élections générales tenues à Terre-Neuve le 18 juin.

Les conservateurs ont accru leur avance sur les libéraux et compte à présent 33 députés, trois de plus qu'en 1975; les libéraux en ont fait élire 19, soit deux de moins qu'il y a quatre ans. Le nombre de sièges a été porté de 51 à 52 lors de la dernière refonte de la carte électorale.

Les conservateurs ont obtenu 50 p.c. des suffrages, les whigs (libéraux), 41, les néo-démocrates huit p.c. et les candidats indépendants seulement un. Environ 236 000 personnes se sont prévaluées de leur droit de vote, soit 73 p.c. du corps électoral.

Pendant sa campagne, M. Peckford avait exploité le thème nationaliste soulignant que le nouveau gouvernement fédéral voyait d'un bon oeil une augmentation des pouvoirs des provinces.

M. Peckford a déclaré que l'Assemblée législative siégerait le 5 juillet.

Gel dans la Fonction publique

Le président du Conseil du Trésor, M. Sinclair Stevens, a demandé de ne plus engager de personnel dans la Fonction publique durant une période de deux mois; ceci veut dire qu'environ 5 000 postes resteront vacants jusqu'au 15 août. Il y aura cependant certaines exceptions concernant le personnel militaire et la Gendarmerie royale, l'embauche d'étudiants pour des emplois d'été, et d'autres nominations à des postes essentiels (médecins, contrôleurs aériens, inspecteurs d'aliments, pompiers, gardiens de pénitencier, infirmières, et autres).

Pendant cette période de gel, chaque ministre examinera les programmes et les activités dont il est chargé et formulera ensuite un plan d'action à long terme.

Selon les chiffres préliminaires publiés le 31 mai par Statistique Canada, l'effectif du gouvernement fédéral et de ses agences, y compris les membres des Forces armées, s'élevait à 578 378 au 31 mars 1979. Il s'agit là d'une baisse de 5 189 employés par rapport à la fin de l'année fiscale 1978; cette diminution est due à la cessation du Programme fédéral à forte concentration de main-d'oeuvre et à d'autres réductions d'effectif occasionnées par les coupures budgétaires imposées par le gouvernement fédéral (annoncées en septembre 1978). La feuille de paie brute, incluant le temps supplémentaire de travail, et les rétroactivités salariales durant la période janvier-mars 1979, ont atteint \$2 632,2 millions, soit une augmentation de \$225,6 millions par rapport à la période correspondante de 1978.

Comité parlementaire sur les questions relatives à l'énergie nucléaire

Le ministre fédéral de l'environnement, M. John Fraser, a annoncé le 7 juin la création d'un comité parlementaire chargé des questions relatives à l'énergie nucléaire et à l'extraction de l'uranium.

Le Comité se penchera sur la question de la technologie nucléaire dans son ensemble et, plus particulièrement, sur l'exportation de cette technologie. Il sera également question de sécurité, que ce soit lors de l'extraction de l'uranium ou dans les centrales nucléaires.

M. Fraser a fourni ces précisions à l'issue d'une conférence fédérale-provinciale sur l'environnement.

Éducation: intensifier les échanges avec la Chine



Les Canadiens à Nankin devant le mausolée de Sun Yat-Sen, considéré comme le fondateur de la Chine moderne. Au premier rang, on reconnaît Mme Stephenson, chef de la délégation, à sa gauche, M. Lu, haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation de Chine.

Une délégation d'éducateurs canadiens a passé deux semaines en République populaire de Chine au mois d'avril. Ils ont visité des écoles primaires et secondaires et des établissements postsecondaires à Pékin, Sian, Chang-Hai et Canton, afin de se documenter sur les méthodes chinoises d'éducation pré-scolaire, les services d'éducation spéciale, l'enseignement de la langue seconde, le lien entre les programmes d'enseignement et les programmes de formation professionnelle et l'organisation dans les secteurs de la recherche et de la science.

Dirigée par le président du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et ministre de l'Éducation de l'Ontario, Mme Bette Stephenson, la délégation se composait des personnes suivantes: M. Pat McGeer, ministre de l'Éducation, de la Science et de la Technologie de la Colombie-Britannique; M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation du Québec; M. Alex Guy, sous-ministre de l'Éducation permanente de la Saskatchewan; Mme Catherine Wallace, présidente de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes; M. Desmond Berghofer, sous-ministre adjoint de l'Enseignement supérieur et de la Main-

d'oeuvre de l'Alberta; M. Alan Earp, président de l'Université Brock et vice-président de l'Association des universités et collèges du Canada; Mme Diana Schatz, présidente du Toronto Institute of Medical Technology et vice-présidente de l'Association des collèges communautaires du Canada; M. Fred Sheridan, président de l'Association des commissaires d'écoles du Canada; et M. Gaston Bolduc, directeur de la division des Relations avec les universités au ministère des Affaires extérieures.

Une seconde mission est partie pour Pékin au début du mois de mai afin d'entamer les négociations sur le placement d'environ 500 étudiants et chercheurs chinois dans des établissements postsecondaires canadiens d'après un programme d'échange coopératif qui débutera en septembre. Les étudiants chinois suivront probablement des programmes d'ingénierie, de médecine, d'électronique, d'agronomie, d'informatique, de géologie, de physique, de chimie, de services et technologie du pétrole. La mission étudiera aussi la possibilité d'envoyer plus d'étudiants canadiens étudier en Chine.

Bulletin de l'Association canadienne d'éducation, mai-juin 1979.

Perspectives optimistes de l'économie canadienne

Le président du Conseil d'administration de Bell Canada, M. Jean de Grandpré, parlant devant les membres de l'Association canadienne des courtiers en valeurs immobilières, à St. Andrews (Nouveau-Brunswick) le 29 mai, a conclu: "Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes, d'entrevoir les années 80 comme une décennie de grandes possibilités". Cependant, a-t-il souligné, "si nous voulons offrir des chances accrues et de meilleurs emplois aux Canadiens, il nous faudra disposer de capitaux énormes".

M. de Grandpré a émis l'hypothèse qu'un accroissement relativement faible de l'épargne canadienne produirait des capitaux suffisants pour financer 95 p.c. de la croissance économique du pays au cours des années 80. Les autres 5 p.c. proviendraient de sources étrangères.

Selon lui, ce modeste apport net de capitaux étrangers est compatible avec une réduction de la proportion des industries canadiennes contrôlées par des non-résidents. "Le Canada aura un besoin pressant de capital de risque au cours des prochaines années, et c'est précisément le genre de capital que les investisseurs étrangers sont particulièrement aptes à fournir", a-t-il dit.

Pour satisfaire les besoins d'investissements du pays certains problèmes doivent être résolus. Ainsi, par exemple, les compagnies canadiennes ont besoin d'une base financière plus solide.

De plus, il faut se préoccuper du déficit du solde du compte courant canadien qui, pour 1978, s'est élevé à \$5,3 milliards. Pour réduire ce déficit "le Canada devra développer ses ressources, accroître ses capacités de production et améliorer sa situation d'exportateur au cours des prochaines années".

Selon M. de Grandpré, "nos possibilités au chapitre des exportations s'annoncent bonnes pour les années 80, à la condition cependant que les augmentations de salaires soient réalistes". L'accroissement de la population mondiale a entraîné une augmentation de la demande de produits agricoles, a-t-il signalé, et la hausse croissante du prix des matières énergétiques rend les exportations de sources énergétiques canadiennes plus intéressantes. Dans ces circonstances, de conclure M. de Grandpré, "nous avons de bonnes raisons d'être optimistes".

Investissements directs étrangers au Canada, dernières statistiques

La valeur comptable des investissements directs étrangers au Canada s'élevait à \$43 298 millions à la fin de 1976, ce qui représente une augmentation de 8 p.c. pour l'année, la plus faible en valeur relative depuis 1972.

Les mouvements de capitaux liés à ces investissements au Canada, tels qu'ils sont enregistrés dans la balance des paiements, se sont soldés par une sortie de \$260 millions en 1976. Les investissements directs au Canada donnent normalement lieu à des entrées nettes de capitaux, mais plusieurs prises de participations (rachats), par des entreprises canadiennes, de firmes contrôlées auparavant à l'étranger ont contribué à cette sortie nette de fonds.

D'après les estimations actuelles, les bénéfices non répartis revenant à des investisseurs directs étrangers ont été à l'origine des trois quarts environ de l'augmentation des investissements directs. Un autre facteur, dont le rôle est normalement très faible, a contribué de façon marquée à accroître ces engagements extérieurs; il s'agit d'emprunts de presque un demi-million de dollars contractés par des entreprises sous contrôle étranger auprès d'investisseurs autres que les actionnaires majoritaires résidant dans le pays de contrôle. Ces emprunts sont considérés comme des investissements directs dans le bilan des investissements, mais il convient de signaler que ces transactions sont enregistrées comme des placements de portefeuille dans la balance des paiements. Une partie de l'augmentation des investissements (environ \$200 millions) a été due au fait que de nouveaux répondants ont été pris en considération.

Répartition géographique

Les investissements directs des résidents des États-Unis ont progressé de 8 p.c., contre 11 p.c. en 1975 et 1974, et ont atteint le niveau de \$34 866 millions, soit plus de 80 p.c. du total des investissements directs étrangers. Les investissements du Royaume-Uni ont augmenté de 7 p.c. pour se chiffrer à \$3 945 millions, soit 9 p.c. du total de la fin de 1976. Parmi les principaux pays investisseurs directs, venaient ensuite les Pays-Bas (\$746 millions) et la France (\$742 millions); les investissements directs des Pays-Bas se sont accrues de 9 p.c., surtout dans le domaine du pétrole et du gaz naturel et dans celui des métaux non fer-

reux, tandis que la majeure partie de l'augmentation des investissements français a eu lieu dans le secteur financier. L'Allemagne de l'Ouest a gardé la cinquième place, avec des investissements de \$610 millions (en hausse de \$100 millions) qui sont surtout allés dans des sociétés financières. Quant aux investissements directs en provenance des autres pays européens, ils ont diminué pour s'établir à \$175 millions, à cause surtout d'une baisse des investissements finlandais.

Répartition par secteur d'activité

Dans le secteur de la fabrication, les investissements ont atteint \$17 742 millions à la fin de 1976, représentant 41 p.c. du total des investissements directs étrangers; ils ont crû de \$1 418 millions, dont environ 88 p.c. provenaient des États-Unis.

Les investissements étrangers dans le secteur du pétrole et du gaz naturel se sont chiffrés à \$10 265 millions, soit 24 p.c. des investissements directs totaux. Leur augmentation a été de \$710 millions, en grande partie à cause de l'accroissement des bénéfices non répartis et de l'effet modérateur de l'achat des actifs d'Atlantic Richfield Canada Ltée par une entreprise canadienne. Au total, \$5 493 millions ont été investis dans le secteur des finances, les compagnies d'assurances et les sociétés de financement des ventes ayant bénéficié d'environ \$2,3 milliards et \$1,5 milliard respectivement. En 1976, les investissements directs dans ce secteur ont augmenté de \$499 millions, dont \$320 millions et \$189 millions ont été investis par les résidents des États-Unis et ceux de "tous les autres pays" respectivement.

Dans les industries manufacturières, les investissements directs provenant des États-Unis se sont élevés à \$15 069 millions, soit 43 p.c. environ du total des investissements de ce pays; \$5 306 millions ont été investis dans le fer et les produits du fer, \$2 511 millions dans les produits chimiques et \$2 446 millions dans les produits du bois et du papier. Presque un cinquième des investissements totaux possédés par les États-Unis se sont dirigés vers le secteur du pétrole et du gaz naturel, tandis que les investissements dans les mines et les fonderies (\$3 647 millions) et dans les finances (\$3 402 millions) étaient

(suite à la page 8)

Importantes découvertes pour les diabétiques

Des recherches faites au Canada ont conduit à des résultats qui amélioreront de beaucoup la vie des diabétiques.

Insuline synthétique fabriquée à Ottawa

Un des généticiens les plus éminents du Canada, le Dr Saran Narang, a mis au point une technique révolutionnaire pour reproduire des gènes d'insuline humaine en éprouvette, après quoi il les transformera en bactéries et les programmera pour transformer les bactéries en minuscules usines d'insuline.

Les gènes synthétiques fabriqués par le Dr Narang seront gardés dans le laboratoire à sécurité maximale du Conseil national de recherches. Ces gènes pourraient assurer aux diabétiques une réserve suffisante d'insuline, d'ici 1985.

Environ 500 000 diabétiques canadiens dépendent de l'insuline animale pour survivre. Cette insuline provient du pancréas de porc, de mouton et de boeuf. Ces animaux sont la seule source d'insuline et les fournisseurs ont peine à répondre à la demande.

Selon le Dr Narang, l'insuline animale n'est pas idéale pour les humains parce que la structure chimique de la protéine est légèrement différente de celle que produit le pancréas humain. Les gènes synthétiques, par contre, ont la même structure que les gènes humains, et commanderont aux bactéries de produire des molécules d'insuline humaine, dit-il.

Originaire de l'Inde et âgé de 45 ans, le Dr Narang a déjà fabriqué les trois gènes nécessaires pour obtenir l'insuline. Cette partie du travail a été faite à l'Université Cornell, à Ithaca, N.Y., mais la transformation des gènes en cellules de bactéries doit commencer au cours de l'été dans le laboratoire de "clonage" du Conseil national de recherches.

Ce laboratoire de trois pièces abritera également plusieurs autres concoctions à cellule unique. Dix scientifiques et leurs 22 assistants élèveront et assembleront de minuscules usines cellulaires.

D'après un article de la Presse canadienne publié dans *Le Droit* du 25 mai 1979.

Implantation de capsules

D'autre part, les laboratoires Connaught d'Ottawa essaient sur des singes une technique qui pourrait rendre inutile les injections d'insuline.

Avec l'aide du Conseil national de

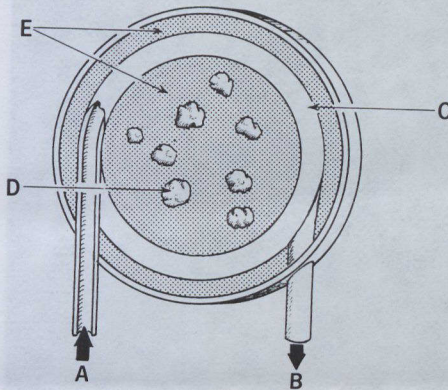


Schéma du dispositif d'implantation. On peut voir: (A-B) les orifices d'entrée et de sortie que l'on relie à une artère; (C) le tube capillaire semi-perméable qui devient le prolongement de l'artère lorsque le dispositif est inséré; (D) les îlots de Langerhans situés dans le disque et baignant dans le milieu nourricier (E).

recherches du Canada, ces laboratoires ont implanté dans l'organisme déficient non pas un pancréas complet mais simplement les cellules responsables de la formation de l'insuline, les îlots de Langerhans.

Pour que de telles parcelles d'organe puissent survivre et résister au rejet, le Dr Anthony Sun a eu l'idée de les placer dans une capsule remplie de bouillon nourricier. Cette capsule implantée sous la peau et branchée à un vaisseau sanguin est dotée d'une membrane à perméabilité sélective qui laisse passer les substances nutritives et les hormones de régulation de l'organisme. Par contre, elle bloque le passage des anticorps et des globules blancs qui viendraient détruire le greffon.

Déjà, la technique a prouvé son efficacité sur des singes diabétiques puisqu'elle a permis de vaincre la maladie sans aucune injection d'insuline autre que celle produite par le greffon protégé dans sa capsule.

Aide à l'Université de Montréal

Le département de nutrition de l'Université de Montréal a reçu une subvention de \$1 861 000 du ministère de la Santé et du Bien-être social. La subvention permettra d'agrandir le département dont les objectifs sont, entre autres, de former des spécialistes de la nutrition et d'effectuer des recherches sur les causes et les solutions aux problèmes de nutrition de la population.

Castor et fleur de lys

Le premier ministre français, M. Raymond Barre, recevait le 7 juin quelque 50 jeunes Français et Canadiens, âgés d'une dizaine d'années. La visite avait lieu dans le cadre d'échanges intitulés *Castor et fleur de lys*, initiative parrainée par M. Barre et l'épouse du maire de Montréal, Mme Drapeau.

L'opération *Castor* a permis à 27 élèves de l'école de Widemann, située à Saint-Louis (Haut-Rhin), de visiter le Canada du 30 avril au 23 mai, en compagnie de 23 enfants de l'école Saint-Fabien de Montréal. A leur tour, ces derniers effectuent actuellement un voyage en France dans le cadre de l'opération *fleur de lys*.

Les enfants, en costumes folkloriques, ont effectué quelques danses devant le premier ministre auquel ils ont offert une ceinture fléchée du Québec. Puis le premier ministre a conduit ses jeunes invités dans le parc de l'hôtel Matignon où l'on planta une branche d'érable, symbole de l'amitié unissant les jeunes Français d'Alsace et les jeunes Canadiens du Québec.

Présentation du budget en Alberta

Des allègements fiscaux pour les personnes à faibles revenus sont prévus dans le budget de l'année financière 1979-1980, présenté le 8 juin à l'Assemblée législative de l'Alberta par le trésorier provincial, M. Lou Hyndman.

Ce budget de \$5,63 milliards contient également des projets de dépenses pour les handicapés, des allègements fiscaux pour les petites entreprises et une croissance des dépenses légèrement supérieure à la croissance de l'économie provinciale dans son ensemble.

Il prévoit des revenus de \$5,255 milliards pour l'année se terminant le 31 mars 1980 (dont 52,6 p.c. provenant des richesses naturelles) et une augmentation de \$1,184 milliard du fonds Héritage.

Un déficit de \$375 millions s'explique par une subvention de \$1 milliard accordée aux municipalités pour leur permettre de réduire leurs dettes.

La cinquième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies aura lieu du 4 au 7 septembre à Ottawa.

Opération délicate du nerf sciatique

Une équipe de neuf chirurgiens a réussi une longue et délicate intervention. Pendant toute une journée, la plupart du temps à l'aide de microscopes, ils ont tenté de rétablir la sensibilité dans la jambe droite d'une fillette américaine, Elizabeth McFadden, âgée de 11 ans. L'an dernier, Elizabeth avait eu la jambe coupée à la hauteur de la cuisse par un train.

Des médecins de New York avaient encore recousu la jambe mais il fallait encore recoudre le nerf sciatique.

Un médecin de l'hôpital Royal Victoria de Montréal, le Dr Sylvia Cruess, a déclaré que les médecins espèrent rétablir les mouvements musculaires dans le genou ainsi que la sensibilité dans le pied.

L'équipe de chirurgiens était dirigée par le Dr Julia Terzis, spécialiste de la reconstruction des nerfs et de la microchirurgie. Deux médecins américains qui se sont occupés du cas d'Elizabeth participaient à l'opération.

Après huit heures de Travail les médecins ont réussi à relier suffisamment les deux parties du nerf. L'opération s'est alors poursuivie pour redonner vie au pied droit de la fillette. Celle-ci pourra à nouveau marcher sur sa jambe mais son père, M. John McFadden, déclare qu'il faudra attendre deux ans pour savoir si l'opération a vraiment réussi.

Ottawa et la mosaïque canadienne

Le premier festival multiculturel d'Ottawa s'est tenu du 1er au 3 juin, sous le thème *Homelands* (Les patries).

Le Festival, inauguré par le gouverneur général, M. Edward Schreyer, regroupait 21 pavillons nationaux où les visiteurs pouvaient admirer des oeuvres d'art et d'artisanat.

Sur une estrade en plein air, 31 troupes de danse folklorique se sont relayées pour donner un spectacle permanent, tandis qu'un "bistro international" permettait de déguster des plats typiques de divers pays représentés au Festival.

Lors de l'ouverture, le gouverneur général a déclaré: "J'attache une grande importance au fait que nous, Canadiens, avons appris à apprécier la richesse de nos héritages culturels et les valeurs positives qu'ils nous apportent".

Des activités semblables avaient lieu simultanément à Toronto et Winnipeg.

Les petits castors à l'oeuvre



Photo Le Droit, Paul Chiasson

L'archiviste fédéral, M. Wilfrid Smith pose en compagnie d'un des élèves de septième année de l'école publique d'Alta-Vista (Ottawa) qui ont créé ce fort.

Dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant, la maison Laurier, à Ottawa, présente une exposition intitulée *Les petits castors à l'oeuvre*. L'on y présente des oeuvres inspirées de l'histoire du Canada et créées par des enfants de la région d'Ottawa âgés de quatre à 15 ans.

Le Musée a reçu plus de 400 oeuvres fort diverses: sculptures faites avec du savon, courtpointes, tableaux, maquettes de forts, confiture-maison. Par manque d'espace seulement 150 oeuvres ont pu être exposées. Aucun prix n'a été décerné pour les oeuvres exposées mais chaque enfant a reçu un certificat de participation.

La maison Laurier est l'ancienne résidence de deux premiers ministres du Canada, Sir Wilfrid Laurier et de W.L. Mackenzie King; elle a été transformée en un musée administré par les Archives publiques.

Dernièrement avait lieu l'ouverture, à St-Eustache (Québec), d'une nouvelle usine d'assemblage d'autobus de la Division Diesel de General Motors. Cette usine sera la seule où seront fabriqués les autobus General Motors de modèle "Nouvelle Allure". L'autobus fabriqué à Saint-Eustache est adapté aux problèmes de la neige; il est moins luxueux et moins cher que le modèle américain.

Rapports accessibles au public

Les rapports de recherche du Secrétariat d'État sont mis à la disposition des personnes qui désirent les consulter.

Diverses études faites par le Secrétariat d'État ont donné lieu à autant de rapports. Toutefois, il arrive bien souvent que ni les employés des autres ministères ou organismes ni le public n'en connaissent l'existence ou ne savent où les consulter.

Tous ces rapports ont été catalogués et on pourra en trouver la liste, qui sera mise à jour tous les six mois, dans les bibliothèques municipales ou universitaires.

A noter que les opinions, conclusions et recommandations de ces rapports de recherche sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue officiel du Secrétariat d'État.

Les personnes intéressées peuvent avoir accès à ces documents par le biais de la bibliothèque du secrétariat d'État qui aura recours au système de prêts interbibliothèques du Canada.

Ce service de prêts permet à la bibliothèque prêteuse de pouvoir compter sur le fonds des autres bibliothèques pour y trouver les ouvrages qu'elle ne possède pas elle-même.

Edmonton...et comment s'y rendre

Le film officiel des XIes Jeux du Commonwealth a été présenté en première à Edmonton (Alberta) au début de ce mois. Il s'agit d'un long métrage de 90 mn réalisé par l'Office national du film et la Fondation des Jeux du Commonwealth.

Pour tourner ce film, des équipes de cinéastes se sont rendues aux quatre coins du monde afin de faire découvrir aux spectateurs les athlètes à l'entraînement et dans leur vie quotidienne. Le film ne montre pas les héros du stade, mais des jeunes avec leurs forces et leurs faiblesses. C'est ainsi que le profil de huit athlètes s'esquisse sous les yeux du spectateur. Les uns furent vainqueurs, les autres connurent la défaite. Mais leurs réactions aident à mieux comprendre et apprécier l'effort physique et moral qu'exigent d'eux les rencontres internationales.

Le film sera largement distribué au Canada et à l'étranger, particulièrement dans les 48 pays du Commonwealth.

La version originale anglaise s'intitule *Going the distance*.

La chronique des arts

Paul Beau, artisan du métal

Vingt magnifiques petites pièces décoratives de cuivre, de laiton et de tôle fabriquées au début du XXe siècle par Paul Beau sont exposées jusqu'au 3 juin au Musée des beaux-arts de Montréal, dans le cadre de la série des expositions didactiques "Au fil des collections".

Les objets exposés, pichets de laiton et de cuivre, plateau de laiton, boîte aux lettres en fer forgé, permettent de voir les différents matériaux utilisés dans la fabrication d'objets décoratifs au début du XXe siècle et de se familiariser avec les techniques métallurgiques de cette époque.

Paul Beau est né à Montréal en 1871. Son travail se situe dans le courant de la réforme des arts décoratifs, dont l'un des objectifs était de promouvoir un nouvel intérêt pour l'objet fabriqué à la main, à une époque où la mécanisation prenait de l'ampleur en Europe et en Amérique. Les objets de Beau, de formes simples et fonctionnelles, étaient soigneusement fabriqués à la main. Il confectionnait deux types d'objets décoratifs: ceux qu'il concevait et fabriquait lui-même (jardinières, vases, ensembles décoratifs pour pupitre, pichets, plateaux, cafetières, etc.), ceux que lui commandaient les architectes pour l'intérieur de maisons, d'églises et d'immeubles publics (garde-feu en laiton, chambranles de cheminée, luminaires et lanternes, et autres).

La réputation de Beau atteignit son apogée en 1918 alors qu'on lui commanda des travaux de fer forgé pour l'intérieur des immeubles du Parlement fédéral.



Musée des Beaux-Arts de Montréal

Paul Beau, Jardinière, laiton et bande décorative de cuivre.

Le Festival d'été de Stratford, plus que du théâtre



Robert C. Ragsdale

Une scène de Richard II présentée à Stratford cette année, mise en scène de Zoe Cadwell.

Pique-niques au homard et au champagne, journées ensoleillées passées à regarder les cygnes sur la rivière Avon et soirées occupées par les magnifiques drames shakespeariens, tout cela fait partie du Festival d'été de Stratford (Ontario), l'un des nombreux festivals de théâtre qui se déroulent chaque été en Ontario.

Lancé en 1953, le Festival d'été de Stratford a connu le succès dès ses débuts. Lorsque Sir Alec Guinness a inauguré la première saison dans le rôle-titre de Richard III, les amateurs de théâtre et les touristes ont accouru à Stratford afin de le voir jouer dans l'immense tente-théâtre de 1 980 places.

Après ce début plein de promesses, le répertoire, la renommée, les installations et le prestige du Festival de Stratford n'ont cessé de croître. De juin à octobre, le Festival attire plus de 500 000 personnes chaque année, c'est-à-dire 20 fois la population de cette petite ville.

Les pièces sont présentées dans trois bâtiments pittoresques: le Festival Theatre, un édifice rond primé plusieurs fois qui, à son époque, était révolutionnaire et qui aujourd'hui représente une des installations théâtrales les plus fonctionnelles du monde; le vénérable Avon Theatre situé au centre-ville et le Third Stage.

Le répertoire du Festival comprend maintenant Sophocle, Molière, Tchekhov, Beckett et de nombreux autres dramaturges, y compris les meilleurs auteurs canadiens... sans oublier Shakespeare.

Située sur les rives de l'agréable rivière Avon et entourée de terres agricoles riches et prospères, la ville de Stratford possède le charme tranquille du milieu semi-rural tout en offrant beaucoup d'intérêt pour les touristes.

Parmi les attractions, on signale la Gallery, qui présente des expositions diverses de sculptures et d'art contemporain international, ainsi que des films, des conférences et des concerts; Shakespeareland, reproduction à 1/10e de la ville de Stratford-on-Avon, en Angleterre; le Minnie Thomson Memorial Museum, qui renferme une imposante collection d'antiquités; et le Fryfogel's Inn and Museum (remarquable déjà pour son nom), fort belle auberge datant de 1844, qui a été restaurée et qui comprend une salle à manger et des salles d'exposition telles qu'elles se trouvaient aux environs de 1850.

Extrait d'un article de Dale Callingham pour *Billet touristique Canada*, publié par l'Office de tourisme du Canada.

Un théâtre grec au Québec, ainsi peut se décrire le nouveau théâtre de l'Épi d'or qui donnera son premier spectacle demain. Caché au cœur de la forêt (près du village de Ridon) avec des bancs de béton disposés en hémicycle, le Théâtre peut accueillir 1 200 personnes. Sa réalisation est due à l'initiative d'un couple, M. et Mme Charles Dussault qui y travaillent depuis sept ans, sans aide financière.

Investissements... (suite de la page 4)

également importants.

Les résidents du Royaume-Uni ont effectué environ un tiers de leurs investissements directs dans le secteur de la fabrication, à raison de \$1 309 millions au total à la fin de 1976; les deux industries manufacturières qui en ont le plus bénéficié ont été celles des produits chimiques et des produits du bois et du papier, avec \$315 millions et \$285 millions respectivement. Les investissements britanniques dans le secteur financier se sont élevés à \$961 millions, dont plus de la moitié ont été effectués dans des compagnies d'assurances. Les résidents du Royaume-Uni ont aussi beaucoup investi (\$801 millions) dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel.

En ce qui concerne les investissements possédés par tous les autres pays, environ 30 p.c. (\$1 364 millions) se sont dirigés vers le secteur de la fabrication, \$379 millions étant allés dans les produits du bois et du papier et \$315 millions dans les minéraux non métalliques. Le secteur des finances a bénéficié d'investissements en hausse de 20 p.c. qui se chiffraient à \$1 130 millions à la fin de 1976; presque la moitié a été investie dans l'immobilier. Venaient ensuite les investissements dans les mines et fonderies, avec \$1 042 millions.

Publié par *Statistique Canada* le 4 juin 1979.

Nouvelles brèves

La **Société Saint-Jean-Baptiste** de Montréal a décerné son grand prix annuel de musique Calixa Lavallée à Monique Leyrac, comédienne et chanteuse québécoise. Fondé en 1959, le Prix s'accompagne d'une bourse de \$1 000 et de la médaille Bene Merenti de Patria.

Cette année, le thème de la Semaine de la sécurité agricole (25-31 juillet) est "l'équipement personnel de protection..."

Hebdo Canada est publié par la Direction des services de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant au rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

c'est fait pour nous". La Semaine est parrainée par le Conseil de la sécurité en collaboration avec Agriculture Canada et avec l'appui de plusieurs organismes concernés. Rappelons que l'on compte chaque année près de 200 décès et plus de 25 000 blessures à la suite d'accidents qui se produisent dans des fermes canadiennes.

Terre des hommes, à Montréal, a ouvert sa saison 1979 le 21 juin. En cette Année internationale de l'enfant le thème est le suivant: "Amenez une grande personne à Terre des hommes". Les premiers invités ont été des enfants, 10 000 écoliers montréalais qui ont visité en primeur les pavillons, fait un pique-nique sur l'île Sainte-Hélène et assisté à un spectacle.

Un **Musée des arts décoratifs** a été inauguré le 14 juin à Montréal. Il est installé dans le château Dufresne entièrement restauré. Les visiteurs peuvent visiter le jardin d'hiver, le bureau, le salon turc et la salle à manger, et admirer une exposition consacrée à l'art traditionnel du Québec comprenant meubles et objets décoratifs.

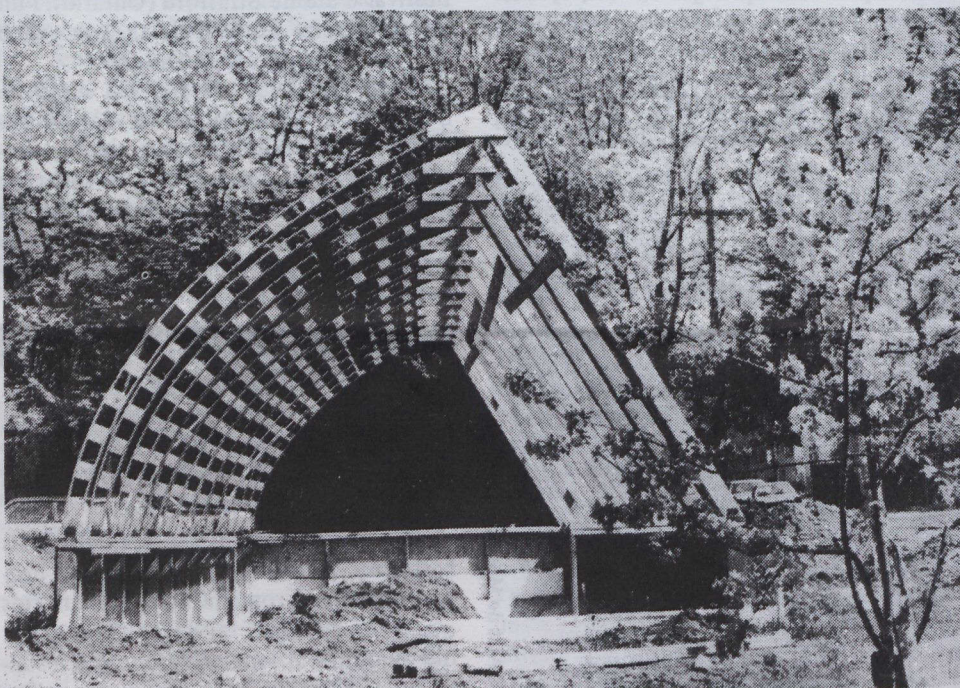
Le **président de la Conférence** des évêques catholiques du Canada, Mgr Gilles Ouellet, archevêque de Rimouski (Québec), a représenté l'épiscopat canadien en Pologne lors des cérémonies spéciales entourant le 900e anniversaire de la mort de saint Stanislas, patron de la Pologne (3-10 juin).

A la suite d'un incendie qui a endommagé le 29 mai trois wagons du Turbo, la compagnie Via Rail a annoncé qu'elle suspendait son service Montréal-Toronto par turbo-train.

Le **conservateur de l'art canadien** contemporain à la Galerie nationale du Canada d'Ottawa, M. Pierre Théberge, a été nommé conservateur en chef du Musée des beaux-arts de Montréal. Il entrera en fonction le 6 août prochain.

Un **coureur de Vancouver**, Dan Lowndes, tente de traverser le Canada en courant. Parti de Victoria le 6 avril, M. Lowndes espère arriver à Saint-Jean (Terre-Neuve) à la fin du mois. S'il réussit il battra le record de 113 jours établi pour cette traversée du Canada. Dan Lowndes prévoit utiliser sept à huit paires de tennis.

Construction d'une serre solaire à l'Université de Montréal



Dans le cadre d'un projet mené en collaboration avec l'École polytechnique de Montréal, la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal a entrepris récemment la construction d'une serre solaire qui devrait être terminée pour la rentrée de septembre. Cette serre sera utilisée pour effectuer des évaluations comparatives des performances des différents types d'équipement. De son côté l'École polytechnique met au point un modèle de serre solaire pour la production agricole commerciale dans les conditions climatiques du Canada de l'Est. *Forum*, 28 mai 1979.